

Trois CIO bientôt fermés ?

Jusqu'à-là épargnés par les regroupements comme ailleurs en France, les centres d'information et d'orientation du Haut-Rhin refusent que trois des leurs ferment leurs portes. Les conseillers réagissent, inquiets surtout pour les zones rurales.



Les directeurs de CIO du Haut-Rhin et les conseillers d'orientation psychologues seront présents lors des prochains salons consacrés aux formations post-bac.
PHOTO DNA - Karine DAUTEL

Qui fermera ? Le CIO d'Altkirch ou de Saint-Louis ? Celui de Thann ou l'un des deux centres mulhousiens, Bollwerk ou Cité ? La décision sera prise par la rectrice en mars lors d'un comité technique académique. Le ministère validera ensuite ou non.

Les directeurs des sept CIO du Haut-Rhin savent ce qui les attend depuis longtemps. Petit à petit, ces dernières années, les conseils généraux qui finançaient les locaux et le fonctionnement de certains centres en France se sont désengagés. L'Éducation nationale a réagi en condamnant des structures. Dans le Bas-Rhin, le CIO de Strasbourg-Nord a fermé ses portes en 2010 et Wissembourg a rejoint Haguenau.

« D'après les retours que nous avons eus des autres académies, le public ne se reporte pas sur un autre CIO », précise Catherine Muller, directrice de Mulhouse-Cité. Les conseillers, qui sont des personnels de l'État, sont inquiets pour leurs publics et en particulier pour les jeunes décrocheurs et les adultes en reconversion. Surtout dans les zones rurales ou de moyenne montagne, visées justement par les regroupements. « J'ai des jeunes qui viennent à Altkirch de Winkel, souligne Catherine Appelghem, directrice. Ils n'iront jamais avec leurs parents jusqu'à Mulhouse. »

En ville, les CIO Mulhouse-Bollwerk et Mulhouse-Cité prennent en charge toute l'agglomération, les conseillers d'orientation psychologues se rendent dans les collèges et les lycées apporter leur expertise, en toute neutralité. Ils tiennent beaucoup à cet aspect de leur démarche.

En 2015-2016, dans le Haut-Rhin, ils ont suivi plus de 11 700 collégiens, plus de 9 300 lycéens, plus de 5 800 parents. La part de jeunes non scolarisés est importante : 1 938. S'ajoutent encore les jeunes allophones arrivés en France, les candidats de retour en formation initiale...

Soutenus par les syndicats Sgen-CFDT, Snes-FSU et Sud-Education, ils appellent aujourd'hui les collectivités locales à trouver « des solutions alternatives » pour prendre le relais du conseil départemental. Pour Jean-Marie Koelblen, de la FSU, les CIO sont « un des maillons qui permettent de faire revenir les jeunes vers l'école ».

Une pétition en ligne

Une pétition vient d'être mise en ligne (<http://urlz.fr/4FBm>). On pourra la signer lors des prochains salons consacrés à l'orientation : la Journée des Carrières et des formations à Mulhouse, le 21 janvier ; le Salon régional de la formation et de l'emploi à Colmar les 27 et 28 janvier ; les Journées des universités et des formations post-bac à Strasbourg les 2 et 3 février ; et la Nuit de l'orientation le 3 février à Mulhouse. Les salariés des CIO d'Alsace seront présents pour distribuer des tracts. On les reconnaîtra à leur brassard noir.